

# Soutenir la gouvernance du secteur de la sécurité au Mali



# Contexte

---

Situé au cœur du Sahel, le Mali est confronté à une crise multidimensionnelle en matière de paix et de sécurité, qui impacte fortement les populations locales, la stabilité régionale et la sécurité internationale. Minées par des décennies de mauvaise gouvernance, les institutions maliennes ont du mal à répondre aux menaces de l'extrémisme violent et de la criminalité organisée, qui ont connu une croissance exponentielle au cours des dernières années et ne sont plus contenues dans les régions du nord ou du centre. Dans le sillage de ce qui est largement considéré comme la pire crise politique et sécuritaire à laquelle il a été confronté depuis son indépendance, le Mali doit relever le défi de restaurer la paix et la stabilité internes.

Malgré le soutien des troupes étrangères, les forces armées maliennes n'ont pas été en mesure de stopper la progression des groupes armés, ni de rétablir l'ordre et la sécurité. Dans le même temps, l'approche purement sécuritaire de la lutte contre l'extrémisme violent a été à l'origine d'un nombre alarmant de violations des droits humains des populations civiles. Cette situation favorise un environnement défavorable pour répondre aux besoins urgents de réformes de la gouvernance au

Mali, menant à des manifestations de masse et des tensions politiques qui ont culminé par deux coups d'État militaires successifs en 2020 et 2021.

Dans l'ensemble, les menaces importantes qui pèsent sur la sécurité, l'intrication évidente entre la politique et le secteur de la sécurité, la faible efficacité des institutions de sécurité et la prévalence des violations des droits humains commises par les acteurs de la sécurité réaffirment la pertinence continue de l'agenda de la réforme du secteur de la sécurité (RSS) au Mali et des efforts plus larges de prévention des conflits. Cependant, le faible impact obtenu par les approches traditionnelles de réforme du secteur de la sécurité démontre de la nécessité d'adopter une approche fondamentalement différente de la RSS au Mali.

Malgré ce contexte difficile, certains développements encourageants dans le domaine de la RSS/G ont eu lieu, notamment la mise en place de comités consultatifs de sécurité et l'approbation récente de la stratégie nationale de RSS par le Conseil des ministres. Le DCAF a conçu une approche holistique pour soutenir à la fois les autorités maliennes et les partenaires civils dans leurs efforts pour accroître la responsabilité du secteur de la sécurité.



# DCAF au Mali

Le DCAF est une fondation de droit suisse engagée dans la promotion d'une paix et d'un développement durables en contribuant à améliorer la sécurité des États et de leurs populations. La République du Mali est membre du Conseil de fondation du DCAF.

La division subsaharienne (SSAD) du DCAF est engagée auprès de ses partenaires nationaux au Mali depuis 2014, en mettant en œuvre le projet national Renforcement de la gouvernance du secteur de la sécurité (GSS) financé par le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas entre 2017 et 2021. Une deuxième phase du projet, financée par

les Pays-Bas et l'Allemagne, a été lancée en août 2021.

Depuis 2019, le DCAF met également en œuvre un projet régional de renforcement de la GSS au Sahel avec des activités au Mali. Deux projets financés respectivement par la Suisse et le Canada sont également en cours de mise en œuvre, avec un accent sur l'engagement opérationnel du secteur de la sécurité avec et pour la population, et sur le changement climatique, les femmes, la paix et la sécurité.

<b>VISION</b>	Un secteur de la sécurité malien responsable et efficace, fondé sur l'état de droit, assure la sécurité humaine et nationale et crée un environnement propice à une paix et un développement durables.			
<b>MISSION</b>	Aider les partenaires maliens et les acteurs internationaux qui les soutiennent à améliorer la responsabilité de leur secteur de la sécurité par le biais de réformes nationales, inclusives et participatives basées sur les normes et bonnes pratiques internationales (état de droit, droits de l'homme, égalité des sexes).			
<b>OBJECTIFS</b>	Au Mali, le DCAF a pour objectif de :	Inciter les acteurs de la sécurité nationale à s'engager dans le processus de G/RSS et à le mettre en œuvre.	Renforcer la participation active des acteurs externes aux processus de GSS/R et aux mécanismes de surveillance.	Promouvoir le professionnalisme et la responsabilité du secteur de la sécurité.
<b>STRATÉGIE</b>	L'engagement du DCAF contribue à renforcer les processus démocratiques, en :	Renforçant le dialogue et la coordination avec les parties prenantes de haut niveau sur la G/RSS, et en soutenant un cadre politique propice à la G/RSS.	Donnant aux défenseurs des droits humains, aux médias et aux organisations de la société civile (OSC) les moyens d'agir sur les questions de sécurité et de contrôler les performances des forces de sécurité et l'usage de la force.	Promouvant auprès des institutions les bonnes pratiques en matière de gouvernance et de prestation de services, et en faisant en sorte que le personnel respecte davantage les procédures internes, les codes de conduite et les droits humains.

# Approche et activités

Pour atteindre nos trois objectifs, les mesures suivantes sont mises en œuvre, en fonction des domaines d'intervention du DCAF :



Fournir une expertise technique aux initiatives de G/RSS menées au niveau national.



Renforcer les capacités des États et des acteurs de la G/RSS. Renforcer les capacités des États et des acteurs de la G/RSS.



Publier des documents de recherche et des outils méthodologiques.



Promouvoir les pratiques de bonne gouvernance en accord avec les standards internationaux.



Conseiller nos partenaires sur les questions juridiques et politiques liées au secteur de la sécurité.

## › OBJECTIF 1 :

Inciter les acteurs de la sécurité nationale à s'engager dans le processus de G/RSS et à le mettre en œuvre.

## › APPROCHE :

Renforcer le dialogue et la coordination entre les acteurs de haut niveau et locaux sur les questions de G/RSS, et soutenir un cadre politique propice à la G/RSS.

## › ACTIVITÉS :

- › Accompagnement innovant aux unités opérationnelles chargées de faire face aux menaces des communautés locales au travers de sessions de conseil et de mentorat en matière de réforme stratégique (avec une attention particulière portée aux comités consultatifs de sécurité).
- › Soutien technique aux acteurs de la sécurité en matière de communication et d'information du public sur le processus de G/RSS.
- › Recherche, compilation et analyse du cadre juridique qui définit les rôles et responsabilités des forces de défense et de sécurité.
- › Promotion des principes normatifs en matière de G/RSS au travers de la diffusion du cadre juridique du secteur de la sécurité malien et des codes de conduite des forces de sécurité.

## › OBJECTIF 2 :

Renforcer la participation active des acteurs externes aux initiatives de G/RSS et aux mécanismes de surveillance.

## › APPROCHE :

Donner aux défenseurs des droits humains, aux médias et aux OSC les moyens d'agir sur les questions de sécurité et de surveiller les performances des forces de sécurité et leur usage de la force afin de protéger les populations.

## › ACTIVITÉS :

- › Soutenir la Commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et les OSC dans le suivi des violations des droits humains par les forces de sécurité et dans la défense de ces droits.
- › Elaboration d'études de perception sur les besoins en matière de sécurité en partenariat avec des instituts de recherche et organisation de forum de discussion pour restaurer la confiance entre les forces de sécurité et la population.
- › Soutenir l'organisation d'initiatives de dialogue communautaire en partenariat avec des OSC afin de recenser les problèmes de sécurité et d'identifier des actions de résolution des problèmes.
- › Organisation de formations au profit des médias et mise en réseau des journalistes avec nos partenaires du secteur de la sécurité afin de faciliter les enquêtes et les échanges sur les questions de G/RSS.

## › OBJECTIF 3 :

Promouvoir le professionnalisme et la redevabilité du secteur de la sécurité.

## › APPROCHE :

Promouvoir les bonnes pratiques en matière de gouvernance et de prestation de services auprès des institutions du secteur de la sécurité, et favoriser l'adhésion du personnel aux procédures internes, codes de conduite et droits humains.

## › ACTIVITÉS :

- › Soutien technique et pratique aux services d'inspection des forces de sécurité (ISSPC) pour effectuer des missions de contrôle et d'audit.
- › Conseils d'experts aux inspecteurs pour élaborer et mettre en œuvre des procédures et des outils connexes afin d'assurer le contrôle interne et la gestion des risques par le personnel des institutions de sécurité.
- › Promotion de l'inclusivité et de l'égalité des genres au sein de la police et de la gendarmerie.



# Principales réalisations

---

L'intervention du DCAF au Mali a contribué à poser les bases essentielles pour permettre aux parties prenantes nationales de participer à, et de mettre en œuvre, une réforme du secteur de la sécurité holistique, cohérente et inclusive. À ce jour, les principaux jalons atteints sont les suivants :

Le DCAF a apporté un soutien multiforme au Commissariat à la RSS afin de promouvoir une vision holistique de la RSS, de soutenir la rédaction de documents cadres, de développer des outils de communication, de renforcer ses capacités et d'assurer sa mise en relation avec d'autres institutions pertinentes. Dans le cadre de cet engagement, le DCAF a également soutenu avec succès, en partenariat avec d'autres partenaires internationaux clés, l'élaboration et la validation de la stratégie nationale de RSS.

À la demande du ministère de la Sécurité et de la protection civile (MSCP), le DCAF a apporté son soutien à la collecte et à la compilation de toute la législation régissant le secteur de la sécurité intérieure. Cela répond au besoin d'avoir une meilleure vue d'ensemble de la législation existante, afin que les lacunes ou les incohérences juridiques puissent être identifiées et traitées dans le cadre du processus de réforme en cours au sein du ministère. La compilation est également disponible sur le site web du MSCP, ce qui facilite l'accès du public aux informations juridiques.

L'assistance technique du DCAF a permis aux services d'inspection de développer et de mettre en pratique de nouvelles procédures, et de renforcer les compétences des inspecteurs pour identifier et traiter les problèmes. Plus précisément, les formations et les outils fournis à l'ISSPC, notamment la création d'un manuel d'enquête pré-disciplinaire, ont permis aux inspecteurs d'acquérir des connaissances techniques substantielles sur la manière de mener des missions de contrôle interne, et représentent une étape clé dans la mise en œuvre de mesures correctives par les organes d'inspection et dans le renforcement de la conformité du personnel de sécurité.

Grâce à la recherche et à l'analyse participatives, le travail du DCAF a contribué à la création et à la documentation systématique de bases de référence qui informent les besoins de réforme. Les données ont été collectées et analysées par le biais de processus consultatifs, qui ont également fourni aux institutions et organisations partenaires l'opportunité d'apprendre en se confrontant au réel. La méthodologie participative a permis aux membres de nos institutions partenaires de renforcer leurs connaissances de leurs propres institutions, et de consolider leurs compétences dans des domaines tels que l'analyse de genre, l'évaluation institutionnelle et l'analyse juridique.

DCAF – Le Centre de Genève pour la gouvernance du secteur de la sécurité s’engage à assurer la sécurité des populations par le biais d’institutions de justice et de sécurité responsables et efficaces. Nous soutenons les entités nationales et internationales en vue d’assurer une sécurité qui respecte les droits humains, défend l’état de droit, et est démocratiquement contrôlée par :



**Aider à améliorer la manière dont les secteurs de la sécurité sont gouvernés**



**Guider l’élaboration d’une politique de gouvernance de la sécurité solide et durable**



**Promouvoir des réformes locales qui soient inclusives, participatives et sensibles au genre**

Le DCAF poursuit cinq activités principales :



**Fournir une expertise technique aux processus de RSS/G menés au niveau national**



**Renforcement des capacités des acteurs étatiques et non étatiques**



**Publication en libre accès de ressources et de résultats de travaux de recherche**



**Promouvoir les bonnes pratiques recommandées au niveau international**



**Conseils sur les questions juridiques et politiques liées au secteur de la sécurité**

# DCAF

Le Centre pour la  
gouvernance du secteur  
de la sécurité, Genève

Pour plus d'information, merci de  
contacter :

**Andry Ralijaona,**  
**Chargé principal de programme**

✉ [a.ralijaona@dcaf.ch](mailto:a.ralijaona@dcaf.ch)

**Alexis Ndayizeye, Chef de bureau**

✉ [a.ndayizeye@dcaf.ch](mailto:a.ndayizeye@dcaf.ch)

**Margaux Boffi, Chargée de projet**

✉ [k.wurlod@dcaf.ch](mailto:k.wurlod@dcaf.ch)

[africa.programme@dcaf.ch](mailto:africa.programme@dcaf.ch)

DCAF Geneva Headquarters

P.O.Box 1360  
CH-1211 Geneva 1  
Switzerland

✉ [info@dcaf.ch](mailto:info@dcaf.ch)

☎ +41 (0) 22 730 9400

🐦 [@DCAF\\_Geneva](https://twitter.com/DCAF_Geneva)

---

[www.dcaf.ch](http://www.dcaf.ch)

---